

L'Express

«Nous tirons la sonnette d'alarme»

Détresse élevée des professionnels et techniciens du réseau dans la Mauricie et le Centre-du-Québec

Publié le 25 janvier 2017



medical device in the operating room. Anesthetic machine during surgery. ©Depositphotos.

L'APTS a dévoilé les résultats d'un vaste sondage sur la santé psychologique du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux. L'étude a été réalisée avec le soutien méthodologique de chercheurs membres du groupe de Recherches sur les interrelations personnelles, organisationnelles et sociales du travail de l'Université Laval.

« Nos résultats régionaux, tout comme ceux qui ont été enregistrés à l'échelle du Québec, confirment ce que nous avançons depuis plusieurs années : les réorganisations et les compressions qui se multiplient à une vitesse folle dans le réseau sont en train de venir à bout de nos membres. Les travailleurs sociaux,

ergothérapeutes, psychologues et physiothérapeutes, entre autres, sont soumis à une pression sans précédent, s'inquiète Sylvie Godin, répondante politique.

Résultat : dans la région, 59 % d'entre eux ont coché un indice de détresse élevée ou très élevée dans le formulaire de sondage. Et 33 % ont indiqué avoir manqué un ou plusieurs jours de travail au cours des douze derniers mois pour des raisons d'ordre psychologique. Nous tirons aujourd'hui la sonnette d'alarme. L'heure n'est plus aux constats mais à l'action. »

Par ailleurs, 48 % des professionnels et des techniciens disent avoir été affectés négativement dans leur travail par la réorganisation improvisée du réseau de la santé et des services sociaux. Ils sont également 57 % à déplorer le peu d'influence qu'ils ont sur leur travail. « Le ministre Barrette est le grand responsable de cette situation catastrophique. Il a concentré tout le pouvoir entre ses mains, au plus grand mépris de l'autonomie des établissements et de leur personnel. Son approche autoritaire est totalement contre-productive et crée des dégâts importants sur le terrain, s'indigne la porte-parole syndicale. »

Autre constat inquiétant : 61 % de nos membres disent qu'ils n'ont pas assez de temps pour faire leur travail. On parle régulièrement de surcharge

Le personnel des laboratoires subit aussi de plein fouet l'implantation du projet OPTILAB, qui vise à centraliser la majorité des analyses réalisées en laboratoire dans une poignée d'établissements. Plus de soixante-dix détenteurs de postes dans la région se sont fait annoncés récemment qu'ils seront affectés par des abolitions et des transferts alors qu'on ne connaît pas encore le scénario final et encore moins la procédure qui sera appliquée, celle-ci risquant de se réaliser en plusieurs vagues successives, avec les inconvénients que cela comporte. On compte aussi par plusieurs dizaines les non-détenteurs de postes qui perdront leur gagne-pain. « Le moral des troupes est au plus bas et l'anxiété au maximum, constate M^{me}Godin. »

L'APTS demande au ministre Barrette d'écouter les professionnels qui donnent les services à la population et en connaissent les besoins. « Nos membres sont des spécialistes, pas des pions. Ils ne méritent pas d'être malmenés au gré des idées de grandeur du ministre. Gaétan Barrette doit descendre de sa tour d'ivoire et reconnaître le coût humain de ses réorganisations, s'enflamme Sylvie Godin, répondante politique. Le brassage des structures, ça suffit. »

Au cours des prochaines semaines, l'APTS entend s'assurer que le ministre respecte son Plan d'action en santé mentale 2015-2020, qui prévoit, entre autres, la mise en

place de conditions de travail et de pratiques organisationnelles qui favorisent la santé mentale du personnel.